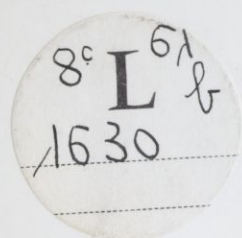


LIBRES

ET

RESPONSABLES

RPR - PROJET POUR LA FRANCE



FLAMMARION

LIBRES
ET RESPONSABLES

UN PROJET
POUR LA FRANCE

80 L661

1630

Rassemblement pour la République

LIBRES
ET RESPONSABLES

UN PROJET
POUR LA FRANCE

FLAMMARION

DL-27-11-1984-34589

LIBRES
ET RESPONSABLES
UN PROJET
POUR LA FRANCE



© Flammarion, 1984.

Printed in France

ISBN 2-08-064722-9

LA RÉVOLUTION DE LA RESPONSABILITÉ

En trois ans, le pouvoir a conduit la France à l'échec et a été contraint de lui administrer la plus formidable cure d'austérité qu'elle ait connue depuis la guerre. Devant le doute et l'inquiétude qui se répandent, l'opposition ne peut se contenter de critiquer et de censurer. Il lui faut encore faire œuvre constructive, imaginer une alternative, en un mot proposer.

C'est à la préparation de cet avenir que le RPR s'est attaché depuis sa création. Dès l'élection présidentielle du printemps 1981, Jacques Chirac avait tenu à placer sa campagne dans la logique d'un discours neuf en même temps que conforme à l'inspiration fondamentale de notre mouvement : la confiance en une France forte, libre et rassemblée. La force de Jacques Chirac dans cette campagne a été de tenir à la France un discours vrai : vérité du diagnostic qui désignait les atouts maîtres de notre pays dans la compétition internationale — la vitalité de son tissu industriel, la force de son agriculture, la continuité de son effort énergétique, la rigueur de ses finances publiques — mais ne dissimulait aucune des faiblesses ou des zones d'ombre qui obscurcissaient

l'avenir — croissance dévorante des prélèvements publics, intervention tatillonne de l'administration, atonie de notre démographie, insuffisance de notre effort de recherche-développement, timidité excessive à l'égard de l'Union soviétique. Vérité des propositions surtout qui, rejetant les faux-semblants de la fonctionnarisation et de la création artificielle d'emplois publics, étaient tout entières ordonnées autour d'un nécessaire renouveau des forces de création par des économies sur le train de vie des administrations, l'allègement des charges fiscales et sociales pesant sur les entreprises, le désengagement financier de l'État dans le secteur productif, une solidarité plus active envers les familles, l'exonération de l'impôt sur le revenu des plus défavorisés et un effort supplémentaire en matière d'équipement militaire de haut niveau, condition de l'indépendance nationale.

Aujourd'hui, il s'agit d'aller plus loin sur la voie des propositions nouvelles. Après trois années d'expérience socialiste et communiste, il y a péril en la demeure. Les difficultés et les contradictions de la société française, encore latentes avant 1981, ont désormais éclaté au grand jour : l'obscur malaise qui s'était emparé de l'opinion au cours des années soixante-dix s'est soudain mué en une crise ouverte, l'incertitude de la victoire en certitude de l'échec ; l'inquiétude a cédé la place au désarroi et à la colère. C'est pour faire face à cette situation de crise qu'un plan de redressement économique et financier et qu'un projet politique ont été élaborés par le RPR et présentés à l'opinion au congrès extraordinaire du 23 janvier 1983. Depuis lors ces travaux ont été repris à la lumière des nouvelles déconvenues de l'économie française et font aujourd'hui l'objet d'un important effort collectif visant à les préciser et à les compléter.

C'est la synthèse de cette réflexion permanente qui vous est ici présentée.

Effacer le présent sans restaurer le passé

La « révolution de la responsabilité » à laquelle nous invitons nos compatriotes n'a pas pour objet de restaurer mais de transformer. Notre ambition procède d'une double certitude : certitude que la majorité d'hier a perdu le pouvoir parce que, face au défi qui lui était lancé par la crise, elle s'est contentée de gérer les choses au lieu de les changer. Certitude que la majorité d'aujourd'hui doit son échec à un déphasage total entre ses ambitions et les réalités de la société française actuelle.

Ce qui domine la situation de notre pays, depuis maintenant plus de dix ans, c'est une immense mutation dont nous n'avons pas encore su tirer toutes les conséquences : c'est le décuplement du prix du pétrole, c'est l'éclatement du système monétaire et la multiplication des moyens de paiement factices, c'est l'émergence soudaine de nouveaux producteurs et l'irruption déstabilisante des technologies d'avant-garde, c'est, dans nos sociétés européennes, la crise de l'État protecteur et du modèle social-démocrate, la progression non maîtrisée des dépenses de santé, l'inadaptation croissante du système éducatif, la montée du chômage et la hausse des prix. C'est, enfin, le dérèglement de la situation internationale, l'ombre menaçante de la guerre. Bref, c'est un ensemble de défis colossaux que notre pays, comme toutes les démocraties d'Occident, doit impérativement relever s'il veut rester libre et prospère, et demeurer, à la charnière du troisième millénaire, un sujet à part entière de l'histoire mondiale.

Face à ces immenses défis, nous avons certes réagi avec courage et lucidité. On oublie trop que la France des années soixante-dix était devenue le troisième exportateur mondial et que chaque Français vendait en moyenne à l'étranger plus qu'un Américain, qu'un Allemand ou qu'un Japonais. A la faveur d'un important effort technologique et financier, nous avons relevé le défi lancé par les producteurs de pétrole et jeté les bases

de notre indépendance énergétique électronucléaire. Au prix de sacrifices réels mais limités, nous avons pu, après chacun des deux chocs pétroliers, rétablir l'équilibre brutalement dégradé de notre balance des paiements.

Ces victoires silencieuses n'ont pourtant été que des victoires partielles, car il est vrai qu'indépendamment des efforts consentis nous avons été avant 1981 trop timides dans nos ambitions, trop confiants dans les ressources exclusives d'une gestion sage et prudente. Face à la crise, la majorité d'alors a hésité à porter le fer contre les blocages, les rigidités, les monopoles de tous ordres qui, sous les apparences d'un progressisme de façade, compromettent les chances de la nation et hypothèquent son avenir.

Là où l'emprise idéologique d'une gauche archaïque était particulièrement forte — par exemple à l'Éducation nationale, dans les organismes publics de recherche, dans les entreprises d'État —, nous n'avons pas eu la volonté suffisante pour rompre avec des modes de pensée et d'organisation qui n'étaient pas les nôtres et que le monde moderne condamnait. Paradoxalement, nous avons été électoralement vaincus en raison d'une complaisance excessive envers les principes idéologiques vicieux de nos vainqueurs : tentations frileuses de l'autarcie culturelle, du refus de la concurrence, de la centralisation bureaucratique. C'est dire que l'alternance de 1981 ne pouvait que décevoir les attentes de ceux qui l'avaient suscitée. Il était inévitable que les vainqueurs du 10 mai se révèlent si vite et si parfaitement incapables de diriger une société moderne comme la nôtre. Bardés d'illusions, de nostalgies et d'intérêts catégoriels, ils se sont d'emblée lancés dans une aventure sans issue. Se trompant de priorité, d'époque et pour tout dire de société, socialistes et communistes ne se sont pas contentés d'échouer, ils ont sur tous les plans fait l'exact contraire de ce qui devait être fait.

La France attendait plus de souplesse et moins de bureaucratie dans l'organisation économique, plus de rigueur et de discernement dans la gestion de l'argent public, un nouveau partage des responsabilités entre une

société devenue adulte et un État gagné par l'anémie grasseuse. Le pouvoir actuel a cru bon de soumettre l'ensemble de l'économie à un régime de centralisation administrative politisée, de multiplier aveuglément les déficits budgétaires et sociaux, d'accroître encore un peu plus les privilèges, les rigidités et la puissance des bureaucraties, au détriment d'un secteur productif à la capacité contributive toujours plus fragile et toujours davantage sollicitée.

Le rayonnement international de la France est aujourd'hui gravement hypothéqué par les revers de notre économie et par l'ignorance des aspirations novatrices de la société française. La sécurité, l'indépendance du pays qui sont à l'heure présente au centre de nos préoccupations ne peuvent en effet être garanties que si le pays retrouve les chemins de la prospérité et de la concorde sociale : seule la richesse de notre économie peut permettre de dégager les ressources financières nécessaires à la modernisation et au développement de notre appareil militaire pour les dix prochaines années. Seule une société redevenue solidaire et rassemblée peut avoir le courage et la détermination de consentir à sa défense et au renforcement de son influence dans le monde les sacrifices financiers et humains qui sont le fait des peuples libres.

C'est donc d'abord au redressement économique et social qu'il faudra s'attacher, car c'est de lui qu'à long terme tout dépendra. En ce domaine, le temps est venu de proposer à la nation un autre choix que celui de l'immobilisme gestionnaire et de l'appauvrissement bureaucratique. La France rejette aujourd'hui les tentations contraires de la révolution et de la restauration. Ce qu'elle attend de l'actuelle opposition, c'est, face au déclin du pays et à l'asphyxie des responsabilités, la définition d'une politique nouvelle, offensive et résolue, qui sache préparer pour demain l'alliance durable d'une société libérée dans ses forces vives et d'un État restreint dans ses missions et réformé dans ses méthodes.

Rompre le cycle de l'appauvrissement

Sur le plan économique, il est dangereux d'attendre le salut du seul redressement de la conjoncture, illusoire d'imaginer que notre pays puisse rompre la chaîne fatale de l'appauvrissement sans une transformation en profondeur de son système de production et d'allocation des richesses créées.

Seule compte vraiment l'action sur les structures de notre économie. Il y a d'une part la nécessaire régénération du secteur concurrentiel aujourd'hui bridé par les réglementations, soumis à la tutelle directe ou indirecte de l'État, désorganisé dans ses stratégies et paralysé dans ses moyens. Le sort actuel du secteur concurrentiel dessine un premier volet de l'action à entreprendre qui tient en trois mots : désétatisation, libération et décentralisation de l'appareil productif.

Le redressement exige d'autre part une durable modération de la dépense publique. La France d'aujourd'hui est atteinte d'hémiplégie, une moitié d'elle-même est soustraite à tout souci de productivité, à toute exigence de rentabilité. Quand les Français produisent deux francs, l'un de ces francs leur est tout aussitôt enlevé pour être affecté à la couverture des dépenses publiques et à la protection sociale dans des conditions qui, trop souvent, défient le bon sens et la bonne gestion. Cette situation ne peut plus être tolérée. Les entreprises du secteur concurrentiel, les Français qui y travaillent ne doivent plus être considérés comme les vaches à lait d'un immense secteur protégé.

Forts de cette exigence, certains préconisent l'alignement de la France sur les sociétés demeurées les plus libérales et souhaitent un démantèlement du système de Sécurité sociale que nous a légué le général de Gaulle. Tel n'est pas, loin de là, l'opinion de notre mouvement : la garantie d'une protection sociale de haut niveau, la gratuité des grands services publics tels que celui de l'éducation constituent à nos yeux des atouts précieux qu'il faut conserver, voire étendre et perfectionner.

Nous pensons toutefois que gratuité ne signifie pas irresponsabilité, que service public n'est pas synonyme de déficit. Les prestations offertes par la puissance publique, qu'elles soient financées sur le budget de l'État ou sur celui des organismes sociaux, peuvent et doivent faire l'objet d'une gestion économiquement rigoureuse. C'est aujourd'hui dans la sous-utilisation de la moitié de la richesse produite que réside la véritable source de l'inflation à la française. Diagnostic contraignant qui exige un assainissement en profondeur de la gestion publique, en vue de réduire la part des prélèvements obligatoires sur le produit intérieur et surtout de faire en sorte que ces prélèvements concourent bien à la modernisation de l'économie et à l'amélioration de la productivité globale de notre société.

Mieux dépenser l'argent public, c'est devenu l'impératif catégorique pour une nation qui veut tout à la fois sauvegarder son économie et refuser la régression sociale.

Dépasser la crise de l'État protecteur

Il n'y a pas que les contraintes économiques qui doivent nous conduire à repenser les relations entre l'État et la société civile. En trente années, les Français ont bien changé et leur attitude vis-à-vis de la puissance publique s'en est trouvée fortement altérée.

Le Français d'aujourd'hui est devenu plus riche, plus conscient, plus libre de son temps, donc plus avide d'autonomie et de participation que celui d'hier. Il aspire de ce fait à des relations transformées avec l'État protecteur. Sa critique s'exerce à trois niveaux : il dénonce d'abord le coût dévorant d'une protection sociale et d'un service public qui ne sont plus financés par les surplus d'une expansion évanouie. La colère des contribuables constitue à coup sûr un phénomène majeur de l'opinion. Nos concitoyens s'inquiètent en deuxième lieu de la qualité souvent défailante des prestations publiques qui leur sont offertes en matière de

santé, de recherche d'un emploi ou d'éducation, par exemple. Ils s'irritent enfin de la persistance de comportements autoritaires et bureaucratiques qui leur interdisent de participer à la gestion des affaires et à la solution des problèmes qui les concernent. L'usager du service public ne tolère plus d'être traité comme un pion à qui l'on dénie toute prétention à définir ce « qui est bon pour lui », toute intelligence même des bienfaits qu'on lui administre. Comme le client, c'est l'usager qui veut être roi !

Face à cette revendication diffuse de rigueur financière, d'efficacité technique et de participation sociale, il ne peut y avoir qu'une seule réponse : introduire à tous les niveaux de l'organisation économique et sociale la responsabilité directe des gestionnaires du service public vis-à-vis des usagers de ce même service. L'organisation des cliniques privées, celle des écoles libres préfigurent à bien des égards ce que pourrait être un système de prestations publiques qui saurait concilier la gratuité du service et sa prise en charge par la collectivité avec la souplesse d'organisation, l'économie de fonctionnement et le respect de l'usager propres à l'économie de marché. En tout état de cause, le problème numéro un de la société française d'aujourd'hui est bien un problème de redistribution des responsabilités au profit de la société civile.

Fonder l'ère de la responsabilité

Proposer aujourd'hui un plan de redressement et un projet politique, c'est donc d'abord prendre la mesure exacte du processus qui a conduit à l'alternance politique du printemps 1981 et qui a, par la suite, précipité l'échec de ceux qui en avaient bénéficié. C'est reconnaître que les déboires électoraux de l'ancienne majorité en 1981, les déconvenues financières, économiques et politiques du pouvoir issues du 10 mai trouvent leur origine dans une même et persistante difficulté de notre société à

inventer des structures économiques, sociales et culturelles qui soient vraiment de notre temps.

Fruit d'une réflexion convergente sur les nouvelles contraintes de l'économie mondiale et sur les nouvelles aspirations de la société française, notre projet a l'ambition de contribuer à combler cette lacune. L'inquiétude et l'espérance ont ici partie liée : elles plaident, l'une et l'autre, au cœur de ce vieux pays indestructiblement colbertiste et jacobin, pour une « révision déchirante » des relations entre l'État et la société, elles appellent toutes deux ce que nous avons nommé, d'un mot qui exige bien plus qu'il ne promet, la « révolution de la responsabilité ».

Cette révolution à laquelle nous appelons les Français représente en vérité un défi comparable à celui que nos compatriotes ont su relever à deux reprises au cours de leur longue histoire : à partir de 1789, quand ils ont inventé la liberté des hommes et progressivement bâti, à travers d'immenses combats, la première démocratie politique européenne ; à partir de 1945 ensuite, quand ils ont découvert la solidarité et donné à notre pays le bénéfique économique et humain d'une protection sociale de très haut niveau. Aujourd'hui, voici qu'émerge l'espérance d'une troisième grande mutation de notre système social et politique : ce conflit entre le pouvoir d'une société qui cherche à s'affirmer et le pouvoir d'une bureaucratie publique qui tend à se perpétuer doit désormais être assumé dans toutes ses conséquences par les responsables de la politique française.

Après l'ère de la liberté qui fonda la souveraineté du citoyen, le système représentatif et les droits de l'homme, après l'ère de la solidarité qui a organisé l'intervention publique dans les affaires économiques, le partage social des fruits de la croissance et la protection collective contre les grands risques, l'ère de la responsabilité doit consacrer l'avènement d'une démocratie nouvelle qui, tout en conservant l'acquis des deux grandes périodes historiques précédentes, permettra aux hommes de prendre en charge leur existence collective

quotidienne sans pour autant recourir à la médiation mutilante d'une bureaucratie centralisée.

Tel est le véritable enjeu du combat politique dans la France d'aujourd'hui.

changement global de problématique : la bonne santé de la société française forme un tout et les mille affections qui aujourd'hui l'accablent ne sont que les divers symptômes d'un mal unique et dévastateur qu'il faut coûte que coûte extirper. Ce mal, c'est la concentration dans le secteur public — c'est-à-dire au profit de monopoles bureaucratiques — de toutes les fonctions économiques, sociales et culturelles de la nation. Cette concentration est financièrement ruineuse, socialement inefficace, politiquement contraire à la démocratie. Elle a cessé d'être compatible avec le maintien d'une économie ouverte et compétitive, d'un niveau de vie élevé et d'une protection sociale étendue. C'est donc elle qu'il faut briser par un changement réfléchi, méthodique et général qui doit s'appliquer aux mœurs aussi bien qu'aux lois, à l'esprit plus encore qu'à la lettre du gouvernement républicain.

Tous les secteurs de notre existence collective seront concernés par la « révolution de la responsabilité » :

— les entreprises privées et publiques redécouvriront les chances et les risques d'une liberté vraie ;

— les administrations civiles et sociales verront leurs compétences réduites à l'essentiel et leurs modes de gestion allégés et simplifiés en vue de libérer le citoyen d'une emprise bureaucratique excessive sur la recherche, la communication, l'éducation, voire la santé ;

— les grands services régaliens de l'État (justice, police, défense, affaires étrangères) verront leurs missions redevenir prioritaires pour un État enfin délivré de ses fonctions secondaires et de ses charges inutiles.

En apparence, les enjeux de la transformation que nous avons l'ambition d'engager sont multiples : il s'agit à la fois de restituer à la société civile une part croissante du revenu national, de libérer les forces de production aujourd'hui inutilement entravées, de briser une concentration technocratique des pouvoirs devenue excessive, de rendre enfin à la nation la force et la volonté de tenir son rang dans un monde âpre et divisé.

Qu'il s'attache toutefois au redressement économique et social ou au rétablissement de l'audience internatio-

nale de la France, notre projet procède d'une seule et même inspiration : la libération de la société française par le jeu d'une diffusion générale des responsabilités. Comme la grandeur, la liberté ne se divise pas.



TABLE

RIGHT

LA RÉVOLUTION DE LA RESPONSABILITÉ	9
--	---

PREMIÈRE PARTIE :

LE CONSTAT

Chapitre I : UNE ÉCONOMIE EN QUÊTE DE LIBERTÉ ..	21
<i>Les deux erreurs du pouvoir socialiste</i>	21
<i>Les voies du redressement</i>	26
Chapitre II : UNE SOCIÉTÉ EN QUÊTE DE PARTICIPA- TION	39
<i>La grande illusion</i>	39
<i>Les trois priorités</i>	43
Chapitre III : UNE NATION EN QUÊTE DE SÉCURITÉ	51
<i>L'héritage</i>	52
<i>La nouvelle donne</i>	59
<i>Les contradictions de la politique française</i>	64

DEUXIÈME PARTIE :

L'ACTION

Chapitre I : REDRESSER L'ÉCONOMIE	73
1. Libérer les entreprises	73
2. Relancer l'épargne et l'investissement	75
3. Rendre à la société les banques et l'industrie ..	77
4. Défendre et développer l'agriculture	80
5. Associer les salariés au destin de l'entreprise par la participation	84
6. Vaincre le chômage	85
Chapitre II : LIBÉRER LA SOCIÉTÉ	91
1. Sauver la protection sociale	92
2. Assurer l'épanouissement de la famille	96
3. Rendre l'école aux Français	98
4. Émanciper la communication	106
5. Encourager la recherche et la création cultu- relle	109
6. Maîtriser l'immigration	110
7. Réformer la gestion publique	116
Chapitre III : GARANTIR LA SÉCURITÉ DES FRANÇAIS ET LE RAYONNEMENT DE LA FRANCE	121
1. Rendre la justice et protéger les personnes	122
2. Préserver la France outre-mer	128
3. Assurer la défense et l'indépendance de la France	129
4. Faire entendre et respecter la voix de la France	134
Conclusion : L'HEURE DE LA RUPTURE	143



*Achevé d'imprimer en octobre 1984
sur presse CAMERON
dans les ateliers de la S.E.P.C.
à Saint-Amand-Montrond (Cher)*

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
LIBRARY
540 EAST 57TH STREET
CHICAGO, ILL. 60637

N° d'Édition : 10347. N° d'Impression : 2158-1597.
Dépôt légal : Novembre 1984.

Imprimé en France

"Libres et responsables." Tels doivent être en effet les Françaises et les Français s'ils veulent ne plus connaître le doute et l'inquiétude et retrouver les chemins du dynamisme et de l'avenir.

Quand l'opposition sera au gouvernement, elle découvrira une économie affaiblie, des Français appauvris, une société divisée, une nation inquiète et menacée. Pour redonner à la France le dynamisme, la prospérité, la confiance qui lui font aujourd'hui si cruellement défaut, on ne devra pas hésiter devant le risque calculé d'une rupture rapide et complète avec les choix idéologiques et les méthodes d'action des hommes qui nous gouvernent depuis le 10 mai 1981.

Pour le RPR, cette rupture ne saurait signifier restaurer le passé : qu'il s'agisse de redresser l'économie, de libérer la société ou de rétablir l'audience internationale de la France, il est indispensable de réaliser une révolution de la responsabilité.

Le projet présenté dans ce livre procède d'une même inspiration : les Français libres et responsables feront de la France une nation forte et responsable.

Dès l'été 1981, le RPR a compris qu'il ne suffisait pas de remplir son rôle d'opposant pour convaincre les Françaises et les Français. Il a donc décidé de procéder à une large réflexion sur les grands problèmes de la France.

A l'occasion de son Congrès extraordinaire du 23 janvier 1983, les premières lignes de cette réflexion ont été rendues publiques.

Aujourd'hui, en publiant cet ouvrage collectif, le RPR, sans vouloir proposer un programme détaillé abordant tous les sujets, a cependant l'ambition de présenter un projet pour la France. Il permettra que s'ouvre le débat national auquel doivent nécessairement donner lieu les grandes échéances politiques des temps qui viennent.



9 782080 647221

FF 4722-84-XI



3 7531 00756157 5

29,00 FF

Participant d'une démarche de transmission de fictions ou de savoirs rendus difficiles d'accès par le temps, cette édition numérique redonne vie à une œuvre existant jusqu'alors uniquement sur un support imprimé, conformément à la loi n° 2012-287 du 1^{er} mars 2012 relative à l'exploitation des Livres Indisponibles du XX^e siècle.

Cette édition numérique a été réalisée à partir d'un support physique parfois ancien conservé au sein des collections de la Bibliothèque nationale de France, notamment au titre du dépôt légal. Elle peut donc reproduire, au-delà du texte lui-même, des éléments propres à l'exemplaire qui a servi à la numérisation.

Cette édition numérique a été fabriquée par la société FeniXX au format PDF.

La couverture reproduit celle du livre original conservé au sein des collections de la Bibliothèque nationale de France, notamment au titre du dépôt légal.

*

La société FeniXX diffuse cette édition numérique en accord avec l'éditeur du livre original, qui dispose d'une licence exclusive confiée par la Sofia – Société Française des Intérêts des Auteurs de l'Écrit – dans le cadre de la loi n° 2012-287 du 1^{er} mars 2012.